

**Nadia Lamamra, Morgane Kuehni, Séverine Rey
(dir.) – *Finalités et usages de la formation
professionnelle***

Kerstin Duemmler

Émulations – Revue de sciences sociales
2023, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/crdutron>

Pour citer cet article

Nadia Lamamra, Morgane Kuehni, Séverine Rey (dir.), « Finalités et usages de la formation professionnelle. Apprendre un métier, trouver un emploi, poursuivre ses études », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 04 juin 2023.
DOI : 10.14428/emulations.cr.105

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Nadia Lamamra, Morgane Kuehni, Séverine Rey (dir.) – *Finalités et usages de la formation professionnelle*

Kerstin Duemmler¹

Recensé : Nadia Lamamra, Morgane Kuehni, Séverine Rey (dir.), *Finalités et usages de la formation professionnelle. Apprendre un métier, trouver un emploi, poursuivre ses études*, Lausanne, Antipodes (« Existences et Sociétés »), 2021, 295 p.

L'ouvrage sous la direction de trois chercheuses de différentes hautes écoles suisses réunit des contributions des « Neuvièmes rencontres Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée » ayant eu lieu en 2018 à Lausanne. L'ouvrage qui en ressort se veut pluridisciplinaire, réunissant différentes approches, mais aussi plusieurs contextes nationaux et périodes historiques pour identifier les multiples finalités et usages de la formation professionnelle. Ainsi, il contribue à alimenter les réflexions sur l'hétérogénéité et la complexité de la formation professionnelle dans le temps et dans l'espace².

Un des buts de l'ouvrage est de sortir d'une vision économique à propos de la formation professionnelle, que l'on trouve souvent dans les discours médiatiques et politiques. Selon ces discours, les entreprises disposent grâce à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée tandis que les jeunes bénéficient d'un accès au marché du travail. Mais la formation professionnelle a aussi une finalité éducative et sociale ; que l'on pense à l'intégration des élèves en difficulté scolaire ou à l'insertion des jeunes publics « précaires » qui risquent le chômage. De plus, les visions des acteurs politiques et économiques ne se recoupent pas nécessairement avec les visions des jeunes qui peuvent s'investir dans une formation pour d'autres raisons, par exemple réaliser une ascension sociale.

L'ouvrage s'intéresse aux parcours de formations, aux attentes et aux modalités d'accès au marché du travail des diplômé-es. Se focaliser sur l'insertion professionnelle permet de questionner la manière dont les individus « investissent et donnent du sens à leurs trajectoires » (p. 13). Les trajectoires peuvent également être mises en lien avec la structure des systèmes de formation et les possibilités d'accès aux filières, ou encore

¹ Haute école fédérale en formation professionnelle, R&D, Suisse.

² Réflexions qui ont été également récemment reprises dans un dossier d'articles publiés par Verdier et Doray (2021) dans la revue *Éducation et Société*.

inscrites dans les logiques du marché du travail (ex. ségrégation) et ses difficultés d'accès (ex. discrimination). L'objectif central de l'ouvrage est d'éclairer les tensions qui peuvent se manifester entre différentes finalités et usages de la formation. Trois tensions sont discutées de manière plus au moins explicites dans les 11 articles qui composent l'ouvrage et qui sont répartis dans trois sections présentées plus bas.

La première tension concerne les finalités des diplômés selon les politiques publiques et les ambitions des diplômé·es. Tandis que les diplômé·e·s cherchent « la valorisation de leur qualification sur le marché du travail » (p. 15) et l'accès « au supérieur et d'autres catégories d'emploi » (ibid.), les politiques publiques visent davantage l'accès des « jeunes en difficulté » à une formation professionnelle, par exemple au CAP en France. Une deuxième tension en découle et se manifeste entre d'une part, la finalité de former pour attester une qualification professionnelle et d'autre part pour augmenter les chances de trouver un emploi. Cette dernière finalité a pris de l'ampleur depuis que les politiques éducatives ont mis l'accent sur l'insertion des « personnes en difficulté » et à lutter ainsi contre le chômage. Ainsi, la formation professionnelle a été soumise à un « discours adéquationniste » selon lequel des métiers dont le marché du travail « a besoin » sont à privilégier. Une troisième tension est portée par les efforts politiques de valoriser la formation professionnelle et d'offrir un accès aux formations supérieures, mais sans avoir un tel effet sur les filières en alternance de plus bas niveau, restant dédiées aux publics en difficulté. L'introduction des nouveaux diplômes supérieurs, par exemple le baccalauréat professionnel en France, a créé l'espoir d'une mobilité sociale, mais a en même temps dévalorisé des diplômes de plus bas niveau, des CAP notamment, sans leur ouvrir les portes vers les formations supérieures.

La première partie de l'ouvrage regroupe quatre chapitres qui discutent des enjeux politiques et économiques des diplômés de la formation professionnelle. Fabienne Maillard déconstruit ainsi l'idée selon laquelle le modèle français est « adéquationniste », c'est-à-dire qu'il existe un lien étroit entre le système de formation et le marché du travail. En se concentrant sur le baccalauréat professionnel, elle montre que le modèle a avant tout imposé un cadre communicatif et cognitif qui justifie les réformes sans pour autant atteindre vraiment ses objectifs tels que lutter contre le chômage. Le deuxième chapitre, de Lorenzo Bonoli, est consacré à l'émergence du système de formation professionnelle suisse en offrant une lecture historique. Le système est fondé sur un double compromis, d'une part entre des finalités économiques et socio-éducatives, et d'autre part entre les institutions étatiques et la liberté des entreprises. Comme les différents intérêts restent objets de négociations jusqu'à présent, le partenariat public-privé du système est constamment en recherche d'équilibre. Dans le troisième chapitre, Rafael Merino questionne les choix des jeunes en Espagne d'opter pour une formation professionnelle et met en exergue les inégalités en termes de genre, classe et migration qui s'y jouent. Ce choix résulte des préférences profondément façonnées par les normes sociales et, par-là, des types d'aspiration des jeunes. Les possibilités liées aux

ressources familiales et structures d'opportunité offertes par le système scolaire influencent aussi ce choix. Le quatrième texte, de Maud Cussey Besançon, s'intéresse aux offres de formation professionnelle et technique en Franche-Comté pendant la Deuxième Guerre mondiale. En focalisant sur les adaptations faites par des établissements scolaires pour répondre aux enjeux politiques et économiques dans ce contexte trouble, elle montre les liens étroits avec la structure du marché économique local qui existent jusqu'à présent.

Composée de quatre chapitres, la deuxième partie est consacrée aux parcours de formation et d'insertion des apprenti-es. Claire Lemerancier adopte une perspective historique en s'intéressant à la trajectoire des apprenti-e-s français aux XVIII^e et XIX^e siècles. L'apprentissage était investi parce qu'il offrait des possibilités d'insertion comme de mobilité sociale et spatiale. Bien que l'apprentissage ne se trouvait alors pas en bas de la hiérarchie sociale, comme dans nombre de pays aujourd'hui, la variété de ses usages met en exergue de grandes inégalités de classe, de genre et de trajectoires migratoires. Le sixième chapitre, de Thomas Couppié et Céline Gasquet, compare les deux formes d'apprentissage qui existent en France au niveau secondaire et supérieur – la formation en alternance et par la filière scolaire – qui se distinguent par leurs organisations, populations et usages. L'analyse montre que l'apprentissage en alternance, surtout au niveau supérieur, assure au mieux l'insertion professionnelle et l'accès à un contrat à durée indéterminée. Karin Bachmann Hunziker, Sylvie Leuenberger Zanetta, Rami Mouad et François Rastoldo comparent de leur côté les profils, choix et motivations des apprenti-es suisses à la sortie d'une formation professionnelle en alternance à celle à plein temps en école. Tandis que la première offre une transition facilitée vers l'emploi, la deuxième amène davantage vers des études supérieures. Ainsi, les différentes expériences de formation et usages du diplôme augmentent la segmentation des deux filières qui existent déjà entre les caractéristiques sociodémographiques des jeunes. Dans le dernier chapitre de cette partie, Magali Danner, Christine Guégnard et Olivier Joseph dressent un portrait des jeunes en France disposant d'un diplôme de CAP-BEP. Avec les changements conjoncturels et évolutions structurelles qui ont affaibli la valeur de ces diplômes sur le marché du travail, la part des jeunes NEET (*not in education, employment or training*) a augmenté les vingt dernières années. Même si leur formation offre une meilleure protection comparée aux jeunes sans diplômes, les diplômé-es, en particulier les jeunes femmes avec enfants, ne disposent pas des ressources pour éviter la mise en marge sur le marché du travail.

La troisième partie s'articule autour de l'usage social et biographique de la formation et de ses diplômes. Stéphane Lembré et Marianne Thivend rouvrent les dossiers de l'enquête Jeunesse de 1966 (Besse, 2008) qui a permis une large consultation des jeunes en France et qui n'ont pas hésité à exprimer leurs attentes envers la formation professionnelle et technique. Leurs critiques concernent notamment l'injustice dans les conditions d'accès et de formation, l'inadéquation entre la formation et les possibilités d'emploi et la valeur des diplômes, notamment le CAP sur le marché du travail.

Ce diplôme est aussi au centre du chapitre de Gilles Moreau qui compare ses différents usages, sociaux et biographiques, parmi les diplômés des années 1960, 1980 et 2000. Tant vu comme respectable que comme relégation, l'usage multiple du diplôme est étroitement lié au contexte scolaire et économique, mais aussi à la trajectoire sociale et scolaire des individus et de leurs socialisations. Ainsi, l'auteur montre que les origines, trajectoires et contextes peuvent avoir plus d'impact que le diplôme lui-même. Le dernier chapitre, de Maël Dif-Pradalier, s'intéresse aux groupements d'employeurs d'insertion et de qualification dans l'industrie nucléaire et aéronautique en France. Cela permet aux entreprises de recruter du personnel tout en adhérant à une politique de responsabilité sociale par l'insertion des personnes éloignées de l'emploi (ex. sans travail depuis longtemps). Mais cette pratique interroge : les personnes se trouvent dans des situations de vie très contraignantes qui sont difficilement compatibles avec les conditions de travail offertes, souvent pénibles.

Cet ouvrage ne manque pas de présenter la variété et richesse des études actuelles sur la formation professionnelle dans différents espaces et périodes historiques. Il met ainsi en lumière des enjeux centraux comme l'insertion des jeunes précaires, la valeur de la formation professionnelle et des diplômés sur le marché, mais aussi les tensions entre les diplômé-es et les acteurs politiques et économiques, autour des finalités et usages des diplômes. Analyser les dynamiques de la formation professionnelle en lien avec des systèmes éducatifs, de travail et de l'emploi ainsi qu'identifier des problématiques transversales (ex. les inégalités) à travers différentes études de cas (Verdier, Doray, 2021) rend la lecture de l'ouvrage particulièrement intéressante. La sélection des articles apparaît néanmoins un peu éclectique. L'ouvrage ressemble donc dans son ensemble plutôt à des actes de colloque. On regrette également que la plupart des articles se focalisent sur le cas français, seulement trois se concentrent sur la Suisse ou l'Espagne. Toutefois, l'introduction générale met en lien les différentes contributions de manière originale et propose quelques réflexions comparatives offrant une lecture très stimulante. Ainsi, cet ouvrage est tout à fait central pour celles et ceux qui cherchent à obtenir un panorama sur les recherches récentes sur la formation professionnelle.

Références

- BESSE, L. (2008), « Un ministre et les jeunes : François Missoffe, 1966-1968 », *Histoire@Politique*, vol. 4, n° 1, p. 11-11.
- VERDIER, E., DORAY, P. (2021), « La formation professionnelle et technique : d'objet secondaire de la sociologie de l'éducation au rang d'objet phare des sciences sociales comparatives », *Éducation et Sociétés*, vol. 46, n° 2, p. 5-19.